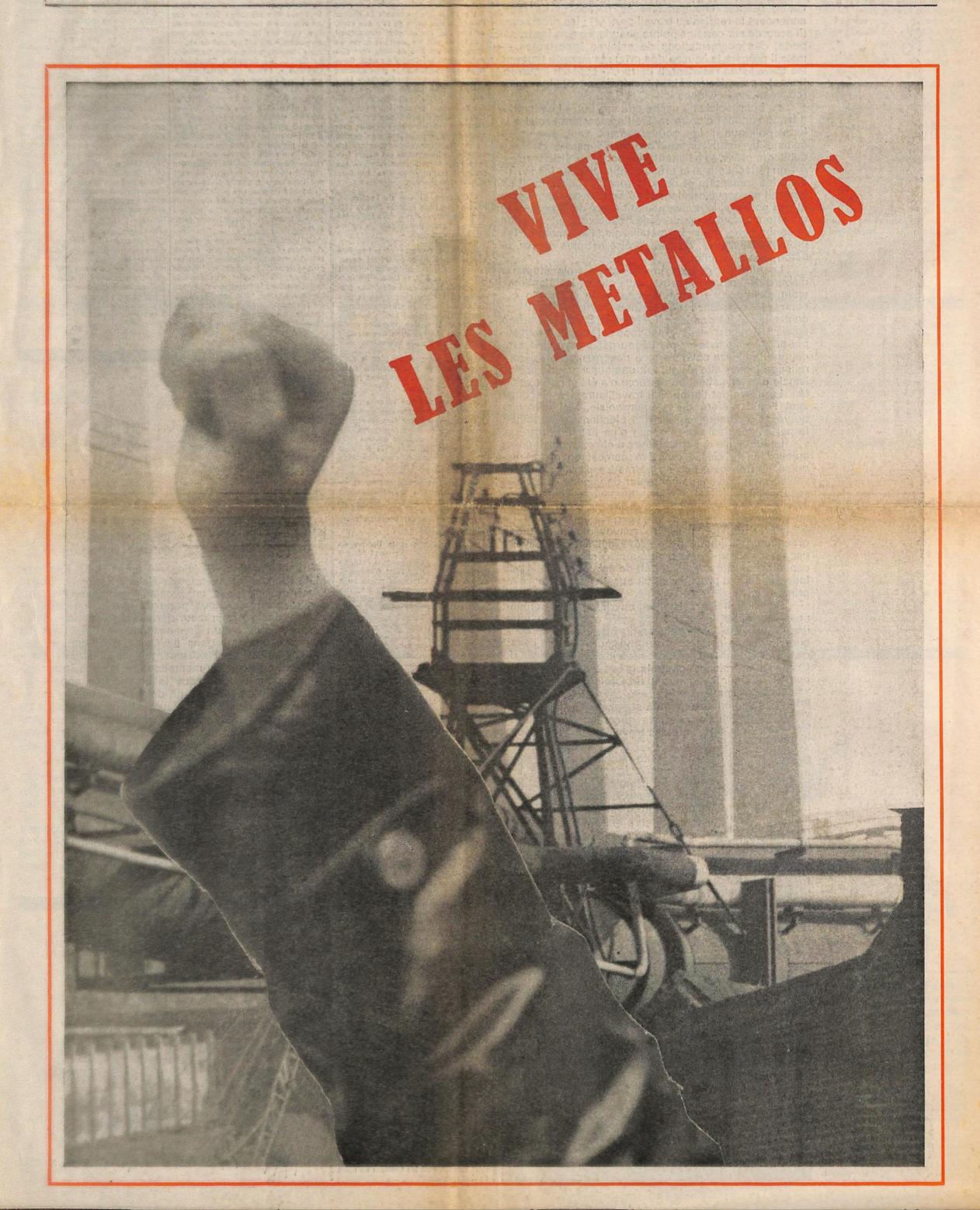
ACUITAIN

5 NENDREDI 6 JUIN PRIX MINIMUM 0,50 F Ce journal a été réalisé su Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.



La bataille que nous avons commencée ensemble, LE PROBLEME il faut la continuer ensemble. Les travailleurs ont tenu la grève la plus puissante de l'histoire de France, le DE COUVE : gouvernement et les patrons accordent moins qu'en 1936, très souvent moins qu'en 1953.

Pourquoi?

La tactique du gouvernement capitaliste est claire : LIGNES briser la grève générale, casser le front uni des travailleurs. Actuellement, il remplace les négociations générales par des accords dispersés et, pour l'avenir, il prépare ses C.R.S. pour attaquer les secteurs irréductibles (ses mercenaires ont fait leur coup d'essai

Les armes du gouvernement sont simples : l'intoxication (depuis une semaine sa presse et sa radio annoncent la reprise au travail partout); les promesses (il accorde sur certains points chauds, comme les transports, des augmentations de salaires importantes mais il prépare la hausse des prix); la menace (lorsque les travailleurs résistent, il parle d' « appareil insurrectionnel » pour désigner les piquets de grève) ; les coups (commandos « civiques » + C.R.S.).

La bourgeoisie ne cache pas son but, « Le Figaro » a lancé son mot d'ordre : « De l'apaisement social à la lutte politique ». Le gouvernement veut apparaître comme le « sauveur de l'ordre ». Il essaie de faire oublier la grève en pacifiant les secteurs « électoraux ». A-t-on réfléchi que si la grève continuait dans les P.T.T., dans les transports et dans la fonction publique, il ne pourrait pas y avoir d'élections? En face des cheminots et des postiers, le gouvernement a usé de la carotte et du bâton, le tout saupoudré de beaucoup d'intoxication radiophonique. Pour la métallurgie, l'automobile, les produits chimiques, etc., la carotte est plus courte, le

Le plan du gouvernement est en trois étapes : Le plan au gouverne...
d'abord désamorcer la grève, puis gagner les élections, enfin exercer une répression sauvage si besoin est contre la résistance des usines les plus décidées, contre la résistance des des plus rouges. De Gaulle a bon espoir de gagner « ses » élections s'il réussit à regrouper derrière lui tous les petits bourgeois terrorisés, tandis que la classe ouvrière sera désorganisée et démodis que la classe ouvriero de la classe et démoralisée : jamais elle n'avait fait une aussi grande grève, jamais une telle situation de force n'a été si peu exploijamais une telle situation de la peu exploi-tée. La grève est l'arme des travailleurs, les élections tée. La grève est l'aime de la bourgeoisie. Mai finir une grève et prétendre gagner des élections, c'est idiot : grève et prétendre gagner d'un peuple est idiot : le parlementarisme est l'opium d'un peuple en grève.

La lutte unie des travailleurs a été mal coordonnée, La lutte unie des iravanione combat coordonnée, aujourd'hui la classe ouvrière combat en ordre dispersé. On ne peut pas se permettre d'inviter les travailleurs en grève à se contenter de vagues « résultats vailleurs en greve a se control substantiels ». Il faut définir nettement nos objectifs et substantiels ». Il laut deminiment de qui aurait pu être gagné, ce qui aurait pu être gagné, la sané, mesurer ce qui est gagne, ce qui peut aujourd'hui être gagné. La semaine de ce qui peut aujouru nui sur semaine de 40 heures ne doit pas être renvoyée aux calendes 40 heures ne doit pas de grève doivent être payées par les patrons — pas moitié-moitié entre payées par les patrons — pas monte de salaire ouvriers et capitalistes. Une augmentation de salaire qui n'est pas capitalistes. Une augmentation qui n'est pas indexée sur les prix s'évanouit aussi vite que fleurs au

cependant la résistance ouvrière durcit. Quand une grève dure, le capitalisme cède et craque. Quand une grève cède, le capitalisme dure et éponge en quelques mois ses pertes : il reprend tout ce qu'on l'avait ques mois ses pertes. Il repres les projets d'accords de la grève a démontant de la grève a demontant de la grève a demontant de la grève a demontant de la grève a de l Grenelle, la prolongation de la grève a démontre qu'on Grenelle, la proionigation de pouvait obtenir beaucoup plus. Aujourd'hui, les travailleurs qui continuent la grève savent que les résultats obtenus sont insuffisants et sans garantie, les grévistes défendent les intérêts généraux de la classe vistes défendent les interests qui ue la classe ouvrière, y compris ceux des travailleurs qui ont repris

De Gaulle profite de toute faiblesse dans l'action. De Gaulle prome de losse dans l'action.
Son ambition : diviser et casser la classe ouvrière. Les Son ambition : diviser et du premières lignes, ils sont ouvriers en greve sont dan propagande gouvernementale, sous le feu de la propagande gouvernementale, sous la pression de sous sous le feu de la propaganta le pression des fins de les coups des policiers, sous la pression des fins de mois sans paye. Les travailleurs qui ont bénéficié des mois sans paye. Les travalle de la cords provisoires sont derrière eux, ils les soutiennent financièrement, mais aussi physiquement quand les flics attaquent; ils peuvent reprendre la grève.

La grève, actuellement, est notre front principal, La grève, actuellemon, que l'ont principal, elle doit être soutenue par tous pour que l'unité des elle doit être soulende pa. que l'unité des travailleurs, cette force inouïe apparue au mois de mai,

L'aéroport de Paris-Orly: Détachez VOS ceintures...



COMMENT RÉCUPÉRER ?

M. Couve de Murville, ministre de 'Economie et des Finances

 Il est difficile, pour le moment, de faire un bilan précis et chiffré, mais est évident que les conséquences économiques et financières de la crise seront très importantes pour la collectivité nationale. »

Il est peut-être impossible de chiffrer 'ensemble des coûts de la grève mais, en tout cas, les comptes commencent à se faire : pour les petites et moyennes entreprises les fins de mois vont être difficiles pendant cinq à six mois. Dans la période électorale, le gouvernement accordera quelques facilités. Mais après ? Il sera peut-être commode de laisser une partie des petites et moyennes entreprises déposer leur bilan; les conséquences : accélération de la concentration, création d'une masse de chômeurs, donc « mobilité » plus grande de la main-d'œuvre et pesée sur les salaires. La bourgeoisle qui trouve toujours l'euphémisme pour masquer ses pratiques les plus sordides appellera cela la rationalisation.

- Du point de vue de l'économie, nous devons nous engager dans la voie d'une expansion accrue, mais toutes les mesures seront prises pour éviter un processus d'inflation. »

Toutes les mesures sont peut-être prises, mais dès maintenant les observateurs les plus optimistes chiffrent entre 5,5 % et 6 % la hausse probable du coût de la vie dans les douze prochains mois. Dans l'hypothèse la plus favorable, c'est la moltié des augmentations de salaires qui seront annulées dans un an. Et l'on ne peut faire croire à personne que les tarifs des services publics ne seront pas augmentés.

Il n'est pas question pour le pays de se retirer de la compétition internationale, car cela se traduirait par la stagnation. »

Le gouvernement ne renonce pas à la politique d'ouverture des frontières Une fois les mesures temporaires de contrôle des changes rapportées, utilisera-t-il les réserves de devises ? Ou parlera-t-il, là encore, sur le chômage crée par la baisse de compétitivité de l'industrie française?

 D'autre part, quelles que soient les charges budgétaires qui résultent des accords, il n'y a pas de préoccupation en ce qui concerne la trésorerle et rien d'alarmant en ce qui concerne notre situation monétaire. »

Le Trésor Public et la Banque de France sont riches, Fort bien I Mais il faudra tout de même payer la note. Le déficit du budget de l'Etat (l'impasse), compte tenu des mesures prises ou à prendre sera de l'ordre de 12 à 13 milliards de francs (nouveaux) soit plus du double de l'impasse prévue. Plusieurs moyens sont possibles : réduction des budgets civils, augmentation de la fiscalité... ou compression des dépenses militaires. On peut faire confiance au choix du gouvernement.

En quelques lignes, le ministre des Finances montre qu'il est en train de mettre au point un mécanisme de récupération. Après la récupération politique la récupération économique : celle des profits que la lutte ouvriere a més. Les services du ministre des Finances vont travailler d'arrache-pied pour essayer de reprendre aux travailleurs les avantages qu'ils ont acquis Et que l'on ne se fasse pas d'illusion elle fera tout pour que lui soit rendu au centuple ce qu'elle a été contrainte de donner.

VIGILANCE

Sous ce titre, « l'Humanité » du 6 juin met en garde ses lecteurs contre « des groupes gauchistes » qui « tentent de compromettre tout ce qui fut acquis au cours des négociations menées par syndicats » et se livrent à une entreprise de diversion ». Venant d'un journal qui, il y a deux jours osait titrer en caractère gras sur huit colonnes : « Gouvernement et patronat prolongent la grève », ceci ne saurait surprendre, mais permet d'apprécier à leur juste valeur les déclarations des dirigeants du P.C.F. sur « la pluralité d'opinion dans la construction de la société nouvelle ». C'est, sans doute, un article réservé à la F.G.D.S. Il faut pourtant que les camarades Rochet, Marchais et Leroy en prennent leur parti Mai 68 a vu se dégager un large courant d'opinion qui, dans les actes comme dans les orientations, est à la gauche de leur formation. Contre ce courant il est vain de mettre en garde. Les travailleurs comme les étudiants sont majeurs et jugent eux-mêmes, c'est pourquoi dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque lycée comme dans toute l'université, ce courant s'exprime désormais avec plus de force. Il serait mieux venu de recommander la vigilance face aux raids de C.R.S. qui, comme à Flins, envahissent les usines occupées. Ces usines qui, dans le moment présent, sont les bastions de notre combat commun.

SONDAGES: L'OPINION TRUQUÉE

Dans son numéro paru le lundi 3 juin (daté du mardi 4 luin). « France-soir » a réussi l'exploit de publier un sondage d'opinion sous le titre « 75 % de Parsiens sont pour les élections ». Plus de cinquante sociologues et psycho-socioloques viennent de donner leur avis sur cet exploit scientifique (et politique).

Ils dénoncent la malhonnêteté qui préside à cette publication. Le titre même de l'article constitue une déformation insidieuse des résultats; tout ce que les réponses à l'enquête permettent de dire, c'est que 75 % des « Parisiens intra-muros » qui ont accepté de répondre « approuvent la décision du général de Gaulle... de dissoudre l'Assemblée Nationale », ce qui ne permet en aucun cas d'affirmer que « 75 % des Parisiens sont pour les élections » Dans un PARIS privé de transports, en grève généralisée, avec occupation des lieux de travail, comment réaliser, un vendredi de Pentecôte, de 18 heures à 24 heures, un sondage représentatif de la population? Aucune précision, d'ailleurs n'a été apportée sur les méthodes de constitution de l'échantillon enquêté : a-t-on, par exemple, interrogé des travailleurs occupant leurs locaux de travail? De plus, une pubication partielle de pourcentages bruts n'a jamais eu grande signification et a toujours prêté à toutes les interprétations parti-

L'information émanant des sondages et études d'opinion doit être rendue publique, mais complètement : cecl est particulièrement important en période électorale. Ainsi, parler d'un sondage intra-muros, sans tenir compte de ce qui la caractérise (en particulier : professions, âges, sexes, niveaux socioéconomiques, comportements électoraux | tiels ou déformés. »

antérieurs, etc.) empêche toute compréhension des résultats publiés. Il importe, en effet, de savoir, par exemple, qui sont les 53 % de personnes qui approuvent l'attitude qu'a prise le général de Gaulle au cours de son discours de jeudi après-midi », par rapport aux 39 % qui la désapprouvent, etc. La formulation même de certaines questions témoigne d'un manque d'objectivité, pour ne pas dire d'une orientation pour le moins suspecte. Que penser, par exemple, de cette question du même sondage : « Ouand vous avez eu connaissance de l'importance de la manifestation qui a lieu jeudi soir de la Concorde à l'Etoile, avez-vous été plutôt satisfait, ou plutôt mécontent? », question qui, d'une part, met l'accent sur l'importance de la manifestation et, d'autre part, n'en spécifie pas l'origine... Constatons également que les résultats publiés ne font pas apparaître la moindre question relative, par exemple, à la manifestation organisée la veille par la C.G.T. de la Bastille à Saint-Lazare; la comparaison des réponses à ces deux questions parallèles aurait certainement été riche d'enseignements.

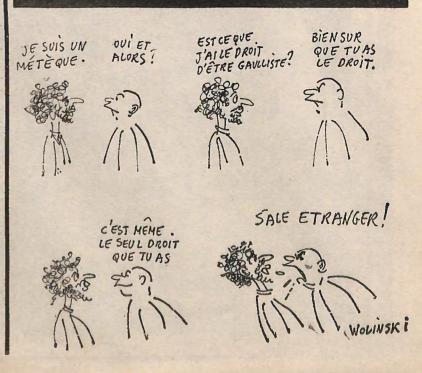
La publication de résultats de sondages d'opinion politiques est, dans ces conditions, un instrument de pression, d'intimidation et de manipulation. Les enquêteurs des divers instituts d'études psychologiques et de sondages d'opinion, ainsi que les chargés d'études de la plupart de ces organismes ont déjà indiqué que le contexte actuel rendait pratiquement impossible la réalisation de sondages sur des échantillons réellement représentatifs de la population. >

Les signataires affirment leur volonté d'agir pour que les sondages cessent d'être « un outil de manipulation du public », leur refus de participer à « la réalisation de sondages d'opinion tant qu'ils ne pourront être effectués dans représentatif de la population du PARIS des conditions normales. Ils demandent « aux journalistes et aux travailleurs de la presse écrite et parlée de se refuser à diffuser des résultats tronqués par-

L'ASSASSINAT COMME INSTRUMENT **POLITIQUE**

Los Angeles, 6 juin. - Après J.-F. Kennedy, M.-L. King, c'est au tour de Robert Kennedy. Quand l'Amérique se pose un problème politique, elle sort son revolver. On nous parle de hasard, ce serait le résultat d'une « folie meurtrière » (« Le Monde », 6 juin 1968) ou l'œuvre d'un illuminé fanatique. C'est un crime politique, politique dans sa cause, politique par ses effets. Peu importe l'instrument : il y a aujourd'hui suffisamment de malades mentaux dans les sociétés capitalistes pour que, lorsque la bourgeoisie appelle au meurtre, il y ait toujours un doigt pour appuyer sur la gachette. La cause est ailleurs : le racisme, la loi du milieu, la gangstérisation des syndicats, la fureur anticommuniste, le génocide au Vietnam, tous ces fruits bénis de la libre Amérique. Le stade suprême du capitalisme, c'est la pourriture dans son état achevé.

L'Europe imitera-t-elle l'Amérique ? L'attentat contre Dutschke montre que la peste s'étend. Si on n'en est pas encore là en France, c'est que l'action des travailleurs fait hésiter le Ku Klux Klan français sollicité par de Gaulle sous la bannière des Comités d'action civique. Nous savons de quoi la police se montre capable et de quoi rêvent ceux qui hurlent « Cohn-Bendit à Dachau! » Nous savons aussi lutter contre.



HISPANO-SUIZA: L'UNIVERSITÉ

Hispano - Sulza (Colombes), 6 juin. - A la demande de nombreux travailleurs de la base, syndiqués ou non, le Comité de grève a invité une délégation de professeurs du S.N.E. Sup. et d'étudiants des Comités d'action à venir débattre en commissions, sur tous les problèmes de la liaison entre les luttes ouvrières et les luttes étudiantes. Les Comités de grève de Sud et de Nord-Aviation ont fait de même. Ces diverses commissions siègent dans les locaux de l'usine, ce qui, pour les travailleurs, a une importance symbolique énorme. Elles se sont réunies entre elles pour mettre leurs réflexions en commun. C'est la première fois que des militants de ces trois entreprises peuvent ainsi se retrouver.

Voici le procès-verbal d'une seance de commission sur le contrôle étudiant dans l'université et le contrôle ouvrier dans l'entreprise. Il s'agit là d'un document instantané et non pas d'un bilan. Les commissions ne se bornent pas à la réflexion.

Elles sont l'occasion d'un balterne. La démocratisation de peut y remédier qu'en établiséchange d'informations sur les actions en cours, par exemple sur l'O.R.T.F. ou Flins. Elles sont un des lieux où se prépare la coordination des luttes à venir. Certes, les débats sont encore décousus. Il y a des problèmes de participation véritable. La difficulté des communications, les tâches militantes. la réticence évidente des directions syndicales, tout cela gêne le travail. Mais la base a exigé ces commissions, elle exigera leur maintien.

Professeur. — Une façon concrète d'envisager la liaison ouvriers - universitaires c'est d'ouvrir dès cet été les universités aux travailleurs afin qu'ils débattent de ce qu'ils attendent de nous. Nous avons conquis un certain contrôle dans l'université, du moins en fait. Comment les travailleurs conçoivent ce contrôle dans l'entreprise?

Travailleur. - Tout le monde se demande comment les ouvriers peuvent participer au pouvoir dans l'entreprise. Mais quel avantage y a-t-il à participer?

Professeur. - Voyons ce que nous voulons dans l'université. D'une part, l'université ne forme pas seulement des cadres de direction. Le développement technique réduit beaucoup de techniciens et de chercheurs à une position su- tent à tous les échelons. On ne ne pas rejeter systématique-

l'université ce ne peut être tout simplement que les fils d'ouvriers fassent des études supérieures, car ils deviendront comme les autres des agents de la bourgeoisie. Il faut une lutte idéologique pour transformer le contenu et les méthodes de l'enseignement.

Etudiant. — Précisons ce que nous appelons contrôle étudiant. Nous savons moins de choses que les professeurs. Aussi nous refusons de siéger dans des conseils paritaires où nous ne pourrions pas argumenter contre plus forts que nous. Nous laissons les professeurs élaborer des décisions, mais nous imposons une sorte de droit de veto des masses étudiantes si les décisions des professeurs sont contradictoires avec les intérêts immédiats des étudiants.

Travailleur. — Mais comment les étudiants de base pourront juger de ce qu'ils ne connaissent pas?

Etudiant. - Par exemple, nous constatons que l'enseignement actuel ne prépare à aucun métier. Sur la question des débouchés, nous pouvons imposer que l'enseignement réponde aux besoins réels.

Travailleur. - Dans l'entreprise, la hiérarchisation, le cloisonnement de l'information exis-

sant une sorte de pyramide de conseils qui seraient chargés de synthétiser les informations venues de la base et du sommet et d'élaborer des solutions à soumettre à la base. Mais, sur quel critère choisir les membres des conseils?

Etudiant. - Pour exercer un contrôle, il ne suffit pas d'avoir l'information, car on risque d'accepter les solutions des technocrates que nous sommes incapables de critiquer. Il faut que la base ait toute liberté d'exercer une pression sur tout conseil en fonction de ses inté-

Travailleur. - Pour que les étudiants ne puissent devenir les agents de la bourgeoisie, il faut dans l'université comme dans l'entreprise, beaucoup plus qu'un contrôle, il faut l'autogestion. Pour cela, il faut que les travailleurs acquièrent la compétence nécessaire.

Professeur. - La revendication sur la durée du temps de travail pour permettre aux travailleurs de se former et d'agir est essentielle. Elle met vraiment en question le système. Le patron ne peut accorder les 40 heures. Cette revendication débouche sur une contestation globale, politique.

Travailleur. - Quand on parle de la lutte contre la hiérarchisation, il faut faire attention à

ment les cadres du côté de la moyen : le comité d'entreprise. direction. Nous ne faisons pas de séparation radicale entre blèmes. Nous sommes jeunes ouvriers et cadres. Avant tout il y a des travailleurs.

Etudiant. — Cela n'est pas si simple. Certes, la bourgeoisie n'arrive pas à intégrer complètement ses cadres. Mais, notamment pour les sociologues, la bourgeoisie fait jouer aux cadres un rôle de répression. Les cadres n'en ont que très rarement conscience.

Professeur. - On a parlé tout à l'heure d'un système de conseils qui exerceraient le contrôle. Tout cela repose sur une illusion parlementaire. Dans notre société très technique, il faut que les décisions soient prises vite et par des spécialistes. Comment contrôler ces décisions. Par exemple, le C.N.R.S.: certaines directions de recherche peuvent influer sur le sort de millions de travailleurs. Ces décisions sont prises par quelques spécialistes. Il faut que ceux-ci fassent un choix politique: se mettre au service des travailleurs. Ce choix dépend de la formation politique que leur aura donné l'université.

Travailleur. — Je n'ai pas l'impression que cette discussion a lieu en juin 1968. Dans quelques jours, quand le travail va reprendre, comment allons - nous exercer notre contrôle?

Travailleur. — Il y a déjà un seignement.

ayant un porte-voix, ce qui permet des

réunions spontanées. Permanence : Mai-

15° ARRONDISSEMENT

trois meetings sont prévus ce soir à

18 h pour les quartiers suivants : quai

de Javel, Favorites, Porte de Versailles.

Tous les soirs à 18 h, meeting square

du Commerce. Le comité ravitaille des

grévistes de Alsthom, Citroën, Philips.

Permanence : Salle du patronage laīc,

20° ARRONDISSEMENT

Cinq comités travaillent en coordina-

tion dans les quartiers suivants : Saint-

Fargeau, Ménilmontant, Gambetta, rue

des Amandiers, Lilas. Les comités ont

organisé une représentation du spectacle

· La Commune » à laquelle 300 person-

nes ont assisté. Aujourd'hui, meeting

pour l'O.R.T.F. - arrivage prévu de pommes de terre de Bretagne.

VANVES

tion. Une réunion avait lieu hier soir

FRESNES

à la salle de la Justice de Paix.

Un comité est en cours de constitu-

72, avenue Félix-Faure.

Dans le cadre de l'action O.R.T.F.

son des Jeunes, place des Abesses.

comité sont organisés par une équipe nant à la cafeteria de la Résidence

Mais, de ce côté, il y a des proici. Il faudrait établir à tous les niveaux de la hiérarchie des comités qui informeraient et agiraient, sans pour autant doubler le travail du syndicat.

Travailleur. — Certes, il y a le comité d'entreprise. Mais il n'y a pas dans l'entreprise la liberté d'expression qui existe à l'université. Comment par exemple les gars de chez Citroën vont-ils faire avec les agents de secteur qui sont intervenus même pendant la grève? Seul un changement de régime peut régler ces problèmes. On peut critiquer les délégués syndicaux qui deviennent bureaucrates. Mais, quand on élit un délégué, personne n'a envie de se présenter.

Travailleur. — Ce n'est pas vrai. Il faut dire aux gars : « Elisez un délégué, ce ne sera plus moi »

Professeur. — Les libertés syndicales ne peuvent s'obtenir que dans un rapport de force et un changement de régime. Pour l'instant, il faut absolument que l'université soit le lieu où les travailleurs non seulement se perfectionnent techniquement mais aussi se forment politiquement.

Travailleur. — Dans ce cas, il faut que les syndicats ouvriers élaborent avec les syndicats enseignants le contenu de l'en-

universitaire d'Antony, tandis que les

discussions ont toujours lieu à la Maison

de la Culture, avenue du Parc des

Sports. Le comité organise le soutien

en hommes et en vivres : 1 000 F ont

d'ores et déjà été donnés à des tra-

vailleurs portugais en grève. Une autre

collecte est prévue, destinée aux entre-

prises du Creusot avec lesquelles le

ENSEMBLE DES COMITES

ACTION O.R.T.F. : Dans tous les

arrondissements de Paris, des meetings

sont prévus à 18 h. Un peu plus tôt

dans les arrondissements limitrophes

du 9º pour pouvoir participer à la mani-

festation de protestation contre l'expul-

sion des Guyanais de leur local. Vingt

orateurs de l'O.R.T.F. participeront à ces

ACTION RAVITAILLEMENT : De nom-

breux comités d'action ont à faire face

à des problèmes de ravitaillement. Pour

tous les produits agricoles, l'Institut

national agronomique peut, comme son

titre l'indique, leur faciliter la tâche.

Une permanence est assurée à POR.

84-96. Organisez le ravitaillement en

comité a des contacts.

COMITÉS : POUR LIBERATION PARIS

Solidarité avec les grévistes, action pour la liberté de l'information à l'O.R.T.F. et soutien aux Guyanais chassés par la police du tocal qu'ils occupaient 11, square Moncey. Paris-9 sont les activités des Comités d'Action dans la journée du jeudl. C'est ce qui ressort des informations ci-après, recueillies à la Coordination des Comités d'Action (à l'institut de Psychologie, rue Serpente, Paris-6").

1° ET 2º ARRONDISSEMENTS

La liaison avec les employés des grands magasins (Louvre, B.H.V., Samar) est l'activité essentielle

A la Samar le Comité d'Action distribue des tracts aux clients éventuels expliquant les motifs de la grève. Des meetings ont eu lieu hier à 17 heures aux Halles et à Sentier. Des journalistes ont pris contact avec le Comité d'Action.

5º ARRONDISSEMENT

Le Comité s'est divisé en comités plus restreints travaillant sur les secteurs suivants : Censier, Val-de-Grâce, Mouffetard, Maubert, St-Séverin, St-André-des-Arts. Ce dernier comité a sa permanence rue Serpente.

12º ARRONDISSEMENT

Un Comité d'Action d'une trentaine de personnes s'est créé au Printemps-Nation. Sa première réunion s'est tenue

18 ARRONDISSEMENT

Le Comité des Abbesses organise chaque soir un débat auquel participe une centaine de personnes (thème de l'un des débats : situation en Europe). Il ravitaille en pommes de terre, sucre, lait et argent les grévistes des imprimeries du quartier et une entreprise de cammionnage, Porte de la Chapelle. Une commission sur l'éducation avec participation d'instituteurs a été mise en place. Les collages d'affiches du



POUR LES COMITÉS : LE THEATRI DANS LA RUE

A l'initiative du Comité d'Action Saint-Séverin-Saint-André-des-Arts, un groupe d'artistes organise dans divers quartiers de Paris un spectacle sur « la Commune de 1871 ».

Hier, c'était au lycée Chaptal, sur l'Initiative du comité d'action lycéen, qu'était présenté ce montage. Vers 14 h, apparaissait sur le grand écran de l'amphithéâtre une caricature de Daumier C'étalt la première d'une série de 160 photos (diapositives) évoquant Paris depuis sa défaite face aux Allemands jusqu'au procès de Louise Michel,

Le texte qui accompagne ces projections fit découvrir aux 100 personnes présentes les liens étroits qui unissent la Commune de 1871 aux travailleurs et étudiants du mois de mai 1968. Très rapidement d'ailleurs, pendant le débat qui suivit la séance l'ensemble des problèmes soulevés depuis le 3 mai furent abordés.

Mais cette expérience de spectacledébat n'est pas la première. Déjà, il y a une semaine, vendredi dernier, le comité Saint-Séverin présentait à une nombreuse assistance, en bas de la rue Mouffetard, devant l'église Saint-Médard, le même montage.

Trois jours après, lundi, le Comité d'action du 20º arrondissement invitait le Comité Saint-Séverin à donner ce spectacle devant l'église de Ménilmontant sur une petite place au coin des rues Etienne-Dolet et Julien-Lacroix. Vers 21 h 30, après avoir écouté quelques chants révolutionnaires, les premières photos apparaissaient sur un écran déployé au milieu de la place. L'ambiance dans ce quartier était toute différente.

Le souvenir de la Commune est ici encore plus vivant que partout ailleurs. On se souvient que les dernières barricades qui tombèrent aux mains des Versaillais furent celles de la « butte ». Différente aussi était la discussion. Les élections législatives suscitèrent une très vive controverse. Partagés entre diverses positions - boycottage, abstention et participation - les habitants de Ménilmontant discuterent jusqu'à minuit. Au moment où quelqu'un déclarait que seule « la continuation de la grève générale pourrait empêcher le déroulement des élections », une voiture de police repassa devant la place pour la cinquième fois Dernier avertissement. D'importantes forces de « répression » massées aux environs en raison des incidents dans le quartier de Belleville allaient intervenir. La place fut vide en cinq minutes.

Aujourd'hui vendredi, c'est le Comité d'Action du 11e qui accueillera, rue de la Roquette, ce montage.

Demain, samedi, le Comité d'Action Saint-Séverin, promoteur de ce spectacle, le présentera dans son quartier. Dimanche, ce sera le tour du 14º arrondissement et lundi celui du 5º, à Maubert. Les Comités d'Action qui désireraient accueillir ce groupe d'artistes peuvent s'adresser tous les soirs entre 19 h 30 et 20 h 30, 28, rue Serpente. salle 202.

AUX MILITANTS

Pour qu'ACTION soit vraiment un instrument de lutte, pour qu'ACTION dise ce que la presse tait, le journal sera maintenant à votre disposition tous les trois jours, tous les deux jours, tous les jours peut-être. Pour cela, nous avons besoin d'argent, nous avons besoin d'équipes de distribution, nous avons besoin de l'aide et de la participation de tous. Que les comités d'action nous transmettent l'information que la presse passe sous silence. Tous les jours la table du Comité de Rédaction sera à votre disposition dans la cour de la Sorbonne.



La permanence du comité est mainte- dehors des circuits marchands!

LA POLICE CONTRE 'ACTION"

Hier soir, à la gare d'Austerlitz, des vendeurs d'AC-TION se sont fait attaquer par la police.

Hier aussi, M. CALDA-GUES, président du soi- tres.

disant « conseil municipal » de Paris et quelques-uns de ses comparses indépendants, protestaient contre le traitement infligé à la police et témoignait de sa « discipline » et de son « courage ».

Nous venons d'en donner un nouvel exemple. Nous en donnerons d'au-

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécutó par des ouvriers syndiqués

LAFAYETTE :

Jeudi après-midi, 16 heures, aux Gale ries Lafayette : les portes sont bloquées per des planches et des caisses; or continue : aux vitres, des tracts syndicaux (C.G.T., C.F.D.T., F.O., mais aussi CAR, Mouvement du 22 Mars, Comi tes d'Action...); des affiches : « 17º Jour de grève, magasin occupé ».

Aux Galeries Lafayette, mardi matin à l'appel des trois syndicate, le per sonnel était réuni pour se prononcei sur le reprise du travail. Dans un autre bâtiment, les cadres se réunissaient. Une centaine d'entre eux, sous la condulte de Max Heilbronn, patron des Galeries, ont tenté de forcer les deux battants de la porte de service. Dalens, un des pontes, a frappe deux employées qui leur barraient le passage. Derrière la porte, les lances d'incendie les ont accueillis. Résultat, la grève se poursuit malgré la campagne d'intoxication.

Aux portes, des grévistes discutent avec les passants : « Dans les grands magasins, les moins de 18 ans avaient 38 000 francs, les autres 62 000, alors vous comprenez... comment voulez-vous

Au coin de la rue Mogador, une affiche : « Nos 1 000 francs ; le patron peut payer, regardez en face. » En face, entreprise de construction qui bâtit de nouvelles succursales pour les Galeries a repris le travail.

Les petits groupes se font et se défont. En général, on parle surtout des salaires, des avantages sociaux, des conditions de travail. Un peu plus loin, dans un coin, le parle à un employé qui s'excuse de ne pouvoir me laisser entrer poursuivre la discussion : « En haut », au syndicat, « on craint les étudiants » ; mais « peu à peu, à la base, l'unité se fera ».

Il me parle du mouvement, des partis qui font preuve de « lacheté », des « délégués » qui, le deuxième jour, ont fait enlever le drapeau rouge, et surtout du Parlement : « Il ne faut pas se laisser enliser dans les élections. » Il me parle des jeunes travailleurs et étudiants qui « maintenant sont perdus pour le capitalisme ».

DÉPOT LEBRUN : **BUS-STOP**

Jeudi, 18 heures. Dépôt R.A.T.P. Lebrun (542 ouvriers).

La rue Lebrun est toujours en effervescence. Devant le dépôt, on n'en finit pas de revenir sur cet événement incroyable qui vient de survenir : la

décision de la reprise du travail. Le matin même, avec les étudiants venus soutenir la grève, dès 5 heures, après un meeting permanent, on avait voté. On avait voté pour continuer. 200 mains levées, celles des ouvriers présents, avec les cars de gardes mobiles aux deux bouts de la rue.

« Un ouvrier qui n'ose pas exprimer son opinion devant les camarades n'a pas drolt au nom d'homme. Le vote secret est une lâcheté et une trahison » défend une banderole placardée sur les murs, au milieu des drapeaux rouges et des affiches imprimées par les comités d'action étudiants : R.A.T.P. tiendra. continuons le combat.

- On avait voté nous à Lebrun, la

déléqués de la Centrale sont venus. I Voilà comment on a commencé à lâcher. - Oui, parce qu'on est une majorité de jeunes, et c'est pour ça que ça a tenu bon icl.

- Bon, alors les délégués sont venus. On les a laissés entrer. Comme dans tous les dépôts, ils ont fait le même topo : La majorité reprend. Il faut reprendre dans l'unité. L'unité des grévistes maintenant, c'est la reprise. Les syndicats ont impressionné les gars, un point c'est tout.

- Alors vous êtes revenus sur votre décision?

- Mais non! Le comité de grève a parlementé avec les délégués centraux et ils ont pris leur décision tout seuls, sens tenir compte du vote du matin.

- Mais le comité de grève, c'est

pourtant vous qui l'avez élu! - Oul, on l'a élu. Ils ont bien fait leur boulot même. C'est eux qui ont appelé les étudiants ce matin. D'ailleurs il se pourrait bien que demain s'il y a de nouveau du monde on ne reprenne pas. Il s'agit qu'on ne soit pas tout seuls quoi ! Comme ce matin!

- Ce que j'admets pas, moi, c'est

continuer et puis qu'après, devant les [délégués centraux, on se dégonfle. Un membre du comité de grève pré-

sent s'explique. - Ah I pardon. J'ai voté pour qu'on continue, ce matin. Mals l'ai toujours dit que si la majorité voulait reprendre, fallait qu'on reprenne aussi. On peut pas rester tout seuls quand même! A

- Tu le sais, toi, si les autres voulaient reprendre? Tu sais ce qu'on leur a raconté à Montrouge, à Ivry, aux Lilas? Que le dépôt Lebrun avait voté la reprise à 85 % 1

- Qui, on?

quoi ça nous mènerait?

- Ah, ça! Tu les connais tol, les types qui sont au bout du fil ? J'ai passé ma journée à téléphoner, moi, pour savoir ce que faisaient les autres. Au bout du fil t'as que les délégués syndicaux.

- On s'est fait biouser, les gars, on s'est fait mener en bateau. Ils ont désarmé le restant. Ils ont fait voter les dépôts les uns après les autres, toujours avec la même histoire. Mais si j'apprends demain, moi, qu'il y a des dépôts qui sont toujours occupés, je rebrousse chemin et ie vide les clients. - J'ai 19 ans, j'étais délégué depuis

3 mois (pas ici, je travaille aux Lilas, j mais je travaillais à Lebrun avant, c'est pour ça que je suis venu voir). C'est bien simple, j'ai déchiré ma carte. Et l'suis pas le seul, le la reprendral, remarquez. Parce qu'y en a pas beaucoup qui prennent leurs responsabilités.

Passe en vélo, un gars de Malakoff accouru aux nouvelles.

- On vient de nous dire que le protocole est pas signé et qu'il faut rentrer les voitures.

- C'est maintenant que vous compre nez ça vous! Autrement dit on est encore enflés quoi l - Parce que non seulement le pro-

tocole est pas signé, mais pour ce qu'il promet! Vous, par exemple, vous allez être

augmentés de combien? - J'vous dirais que l'en sais même rien l'suis tellement écœuré. Parce

qu'il faut s'mettre dans l'idée que el les salaires augmentent, la vie va aug-

- Ou'est-ce qu'elle a fait la Régie? A quoi ça nous sert?

Une avance de caisse, une simple avance de caisse!

- Nous, ce qu'on voulait, c'est la réduction des heures de travail. C'est - Parce que pour nous les lours de

repos, c'est un jour par semaine. Un dimanche et un lundi toutes les sept semaines, qu'il faut récupérer encore! Ce qu'ils nous ont offert, c'est trois journées de repos en plus. Mais làdedans, ils ont compté trois demi-jours fériés qu'ont avait déjà (2 janvier, Mardi gras, mi-Carême), ou ils nous les ont supprimés, je ne sais pas exactement, On aura 2 h 30 en moins par semaine, mais dans 18 mole.

ca pour nous de meilleures conditions

Tiens ma femme, moi, J'la vois ja-

mais. Elle est infirmière. Le vrai couple

uni! On s'engueule Jamais, on s'voit

pas !

Voilà leur programme !

- Nous, ce qu'on voudrait délà, en priorité, c'est deux jours pleins de repos par eemaine, on demande pas la lune.

- Y'a pas, on s'est dégonflés I Pendant qu'à Flins ils vident les flics. Tu parles s'ils vont pas nous prendre pour des lâcheurs I

- Alors que, même pour les salaires ! 2,8 % au 1er janvier, le reste des 10 % en octobre.

- Y'a pas à chercher midi à quatorze heures, les syndicats voulaient reprendre, un point c'est tout. On a eu peur d'un article. Fallait préparer les élections à de Gaulle et Pompidou.

A partir du moment où la tête est contre vous.

Tiens, toi, explique, moi J'peux plus jacter, j'peux plus rien dire. J'suis lavé Sur la Bourse, y'a un drapeau rouge, tu rentres et tu te fais virer!

La veille à 15 heures, une délégation s'est rendue rue Charlot. Le syndicat venait de lancer un appel pour reprendre le travail. Stupéfaits, rue Lebrun, Ils sont allés chercher des comptes, Informations, explications.

Après s'être fait renvoyer, retour au dépôt, ils ont voté la continuation de la grève.

Dans le café en face du dépôt, la discussion continue, à une vingtaine. Cela fait 19 jours qu'ils ne sont pas rentrés chez eux. Ils ne rentreront pas ce soir non plus.

- Demain on reprendra peut-être le travail. Mais faudra qu'on se retrouve tous les gars de la R.A.T.P., qu'on s'explique ! - Parce que notre grève, c'est une

grève ouvrière. C'est nous qui l'avons décidée. C'est pas les syndicats. Ce qu'ils ont décide les syndicats, c'est la reprise; Pour aller voter I

Des étudiants, certes, il y en



FLINS:

Flins, jeudi 6 juin, 16 heures.

Impossible de se rendre à l'usine Renault : les C.R.S. ont pris position sur tous les ponts qui y accèdent. Un photographe de presse me confirme qu'il a fait plusieurs tentatives pour franchir les barrages, tentatives infructueuses, malgré sa carte officielle. Il n'insiste pas. D'ailleurs, toute la région est investie par les « forces de l'ordre » les gendarmes mobiles, par groupes de 3 à 4 cars, circulent sur l'autoroute; une compagnie de C.R.S. est en place, un peu avant les Mureaux, prête à se porter sur un point chaud (?).

Les Mureaux, 16 h. 30.

Le meeting organisé par les syndicats vient de se terminer groupant plus de 2 000 personnes et le défilé qui suit, parcourt les rues de la ville.

J'engage la discussion avec un groupe de travailleurs restés devant la mairie.

- Comment ça s'est passé cette nuit?

étaient trop disproportionnées. Il y avait environ 300 gars au piquet de grève et les C.R.S. étaient mille ou quinze cents. Ils ont attaqué de tous les côtés

- Il n'y avait plus qu'à ramasser ses affaires et à se tirer.

- Et puis d'ailleurs, Flins c'est indéfendable : il suffit de franchir une barrière et on est dans l'usine.

 On ne s'est pas assez méfié: depuis plusieurs jours les C.R.S. circulaient aux alentours de Flins, trois, quatre cars d'un côté, sept ou huit d'un autre.

- Si nous nous étions défendus : c'était le massacre.

Qu'est-ce que vous allez faire maintenant?

- On ne sait pas encore. Au meeting, il y en avait qui parlaient de marcher sur Flins, d'autres voulaient aller à Paris. d'autres veulent mettre des piquets de grève au départ des cars. Les syndicats vont déci-

Et puis on discute d'un peu de tout :

 de la férocité du patron (ce gars avec neuf gosses qui a recui sa lettre de licenciement à l'hôpital);

des problèmes qui ne sont pas les leurs (« le moteur Daf, fierté de la Régie, on s'en f ... »);

- C'est simple : les forces | o des pressions avant les élections à bulletin secret (beaucoup de gars sont logés aux Mureaux, à Mantes, à Maule, par la Régie; les agents de maîtrise ont fait le tour des familles pour expliquer pourquoi il fallait reprendre);

De ces élections Les directeurs? Ils se sont sauvés comme des lapins. Ce jour-là, mardi, on a fait un feu de joie avec les bulletins et les urnes. Moi, je n'ai pas confiance dans des élections organisées par la direc-

tion en dehors des délégués. D'ailleurs, elles étaient truquées, il y avait des bulle-tins au fond des urnes.

Un chef de groupe de la Ré-

gie et d'autres protestent : - Non, ce n'était pas truqué. Il y avait des paquets d'enveloppes au fond des urnes mais pas de bulletins de vote.

Mais la conclusion est unanime

— Ce n'était pas limpide cette affaire.

De la C.G.C. aussi :

- Ils sont du côté des patrons. Ils ne veulent rien faire. Moi, j'ai démissionné.

Un flux de sympathie converge vers le cadre qui vient de s'exprimer et qui

ajoute : - Je ne reprendrai pas le travail tant qu'il y aura des C.R.S.

On parle des C.R.S.

- Moi j'ai discuté avec un commandant de C.R.S. II m'a dit « Nous ne voulons pas la bagarre. S'il y a de la bagarre, mes hommes ne marcheront pas. »

Un silence passe sur le petit groupe comme si chacun s'interrogeait sur ce qui se serait passé si les 300 avaient résisté par la force aux 1 500.

— Qu'est-ce que vous allez faire maintenant?

- Il faut voir les syndicats. Les Mureaux, 17 h 45, fin du défilé entre la Maison de la Culture et la gare.

La manifestation groupe plusieurs milliers de manifestants de Flins et des entreprises des Mureaux. Le cortège ne reprend que partiellement les mots d'ordre lancés au porte-voix : « Nos quarante heures », le chant de l'Internationale ou ceux qui viennent du milieu du cortège :

Gouvernement populaire », De Gaulle au poteau ». A deux reprises : « C.R.S. SS » éclatera avec force, repris par toute la colonne et très placide la chanson du petit navire qui accuse Pompidou.

Devant la perception des Mureaux « Au voleur, au voleur. »

Il semble que la manifestation flotte, un peu comme si ce défilé paraissait trop simple dans ces rues manifestement ac-

complexe qu'il faudrait faire devant les C.R.S. bloquant leur usine.

Devant la gare un militant syndical invite à la dispersion Nous vous félicitons, camarades, pour cette démonstration. Nous vous appelons à poursuivre la grève pour la défense de nos revendications. Demain, la Direction appelle à reprendre le travail, nous vous demandons de monter dans les cars et d'engager le dialogue avec les travailleurs qui ont pu être trompés par la propagande de la Direction. Pour ceux qui se rendent par leurs propres moyens, nous leur demandons de venir renforcer les piquets de grève à la porte de l'usine. »

La manifestation se disperse lentement après les applaudissements et les discussions s'organisent par petits groupes.

Une dizaine de personnes n'a pas abandonné l'idée d'aller à Flins et se propose de convaincre les attardés qui restent place de la Gare.

- Ils sont fous, dit d'eux, un jeune ouvrier. A 50 pèlerins c'est ici et pas ailleurs. contre 6 000 C.R.S. !

Il exagère un peu et manifestement éprouve quelque difficulté à convaincre les gens qui l'entourent, qu'il n'y a que des étudiants (« Tu as vu les souris elles ont 16 et 17 ans. Elles ne quises, par rapport à celui trop I travaillent pas chez Renault!») | n'est joué.

a. Ils ont distribué la « Feuille informative contre l'information du pouvoir » des Beaux-Arts et ils animent ça et là des petits groupes de discussion, de façon modeste - Nous, les C.R.S., nous les

avons eus en face de nous sur les barricades et nous ne sommes pas morts. Mais, d'accord, ce que vous faites c'est plus fort.

- Tu es content d'avoir défilé dans les rues des Mureaux. Un vieil ouvrier répond, un peu désabusé :

— Ça et rien, c'est la même chose.

Il hoche la tête.

- Il y a beaucoup de travailleurs noirs (plusieurs milliers de travailleurs étrangers parmi les 10 000 que compte Flins).

Un Noir intervient :

- Il faut aller jusqu'au bout. Du travail si ce n'est pas ici, ce sera ailleurs.

- D'accord répond un ouvrier français, mais le logement. Avec une femme et deux gosses,

Les travailleurs ont du mal à quitter les environs de la gare. Au micro, un délégué C.G.T. annonce à ses militants qu'une

réunion va se tenir dans la soirée. A Flins, comme ailleurs, rien

